

Audience publique du 7 avril 2021

Recours formé par
Monsieur ..., ...,
contre trois décisions du ministre de la Mobilité et des Travaux publics
en matière de permis de conduire

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 44496 du rôle et déposée le 4 juin 2020 au greffe du tribunal administratif par Maître Grégori TASTET, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., demeurant à L-..., tendant principalement à l'annulation sinon subsidiairement à la réformation (i) d'une décision du ministre de la Mobilité et des Travaux publics du 7 mai 2020 l'informant du retrait de deux points dont est doté son permis de conduire et constatant que le solde des points restants est réduit à zéro, (ii) d'une décision du même ministre du 7 mai 2020 l'informant de la rectification du solde du capital des points de son permis de conduire en relation avec un jugement, et (iii) d'une décision de ce même ministre du 7 mai 2020 portant suspension de son droit de conduire un véhicule automoteur pour une période de 12 mois ;

Vu l'ordonnance du président du tribunal administratif du 10 juin 2020, inscrite sous le numéro 44497 du rôle, ayant débouté Monsieur ... de sa demande tendant à voir ordonner un sursis à l'exécution par rapport aux décisions précitées ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 19 juin 2020 ;

Vu le mémoire en réplique erronément intitulé « mémoire en réponse » déposé au greffe du tribunal administratif en date du 15 juillet 2020 par Maître Grégori TASTET, au nom de Monsieur ... ;

Vu le mémoire en duplique du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 21 août 2020 ;

Vu la circulaire du président du tribunal administratif du 22 mai 2020 portant notamment sur la présence physique des représentants des parties au cours des plaidoiries relatives à des affaires régies par des procédures écrites ;

Vu la communication de Maître Grégori TASTET du 4 décembre 2020 suivant laquelle il marque son accord à ce que l'affaire soit prise en délibéré sans sa présence ;

Vu les pièces versées en cause et notamment les décisions déferées ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Monsieur le délégué du gouvernement Yannick GENOT en sa plaidoirie à l'audience publique du 9 décembre 2020.

Par courrier recommandé du 29 mai 2018, le ministre du Développement durable et des Infrastructures informa Monsieur ... du retrait de deux points du capital dont fut doté son permis de conduire suite au paiement de la taxe d'un avertissement dressé à l'encontre de celui-ci en date du 19 mai 2018 pour « *Défaut pour les conducteurs d'un véhicule automoteur, qui circulent en dehors d'une agglomération, de maintenir par rapport au véhicule qui précède une distance, correspondant à un temps de parcours d'au moins 2 secondes* » tout en précisant que le solde restant de points s'élevait à dix.

Suite au paiement de la taxe d'un avertissement taxé en date du 6 juillet 2018 qui fut dressé à l'encontre de Monsieur ... en date du 19 juin 2018 pour « *Inobservation de la limite de vitesse de 90 km/h en dehors d'une agglomération par un autre véhicule : - le dépassement étant supérieur à 20 km/h* », le ministre du Développement durable et des Infrastructures informa ce dernier, par courrier recommandé du 12 juillet 2018, du retrait de deux points du capital dont fut doté son permis de conduire et du solde restant de huit points.

En date du 13 mars 2020, et suite à sa participation au cours de formation complémentaire prévu à l'article 2bis, paragraphe 4, de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, ci-après désignée par la « loi du 14 février 1955 », le ministre de la Mobilité et des Travaux publics, entretemps en charge du dossier, ci-après désigné par « le ministre », informa Monsieur ... que le capital de points dont est doté son permis de conduire est augmenté de trois points et constata que le capital de points s'élève à onze.

Suite au paiement de la taxe d'un avertissement taxé en date du 11 avril 2020 qui fut dressé à l'encontre de Monsieur ... le même jour pour « *Inobservation de la limite de vitesse de 50 km/h à l'intérieur d'une agglomération, le dépassement étant supérieur à 15 km/h* », le ministre informa l'intéressé par courrier recommandé du 20 avril 2020 du retrait de deux points du capital dont fut doté son permis de conduire et du solde restant de neuf points.

Par courrier recommandé du 7 mai 2020, le ministre constata le retrait de huit points du capital de points dont était doté le permis de conduire de Monsieur Cette décision, tout en reprenant l'historique des pertes de points de l'intéressé, est libellée comme suit :

« [...] Conformément aux dispositions légales régissant le permis à points, je tiens à vous informer que **8 points ont été retirés** du capital dont est doté votre permis de conduire pour les infractions suivantes au Code de la Route:

Libellé de l'infraction: Délit de fuite

Nombre de points déduits: 4 Date du fait: 2 juin 2019 01:34

Lieu du fait: ...

Libellé de l'infraction: Avoir circulé avec un taux d'alcool d'au moins 0,55 mg par litre d'air expiré

Nombre de points déduits: 6 Date du fait: 2 juin 2019 01:34

Lieu du fait: ...

Instance judiciaire: la Cour d'appel de et à Luxembourg.

Date de la décision judiciaire: 21 janvier 2020.

Date à laquelle la décision judiciaire est devenue irrévocable: 24 février 2020.

Par ailleurs, je me permets de vous rappeler que le capital de points dont est doté votre permis de conduire a déjà été réduit suite aux avertissement taxés et/ou aux condamnations judiciaires suivants:

*Libellé de l'infraction: Inobservation de la limite de vitesse de 90 km/h en dehors d'une agglomération par un autre véhicule : - le dépassement étant supérieur à 20 km/h**

Nombre de points déduits: 2

Date du fait: 19 juin 2018 11:52

Lieu du fait: ...

Date du paiement: 6 juillet 2018

Libellé de l'infraction: Défaut pour les conducteurs d'un véhicule automoteur, qui circulent en dehors d'une agglomération, de maintenir par rapport au véhicule qui précède une distance, correspondant à un temps de parcours d'au moins 2 secondes

Nombre de points déduits: 2

Date du fait: 19 mai 2018 03:10

Lieu du fait: ...

Date du paiement: 19 mai 2018 LUXEMBOURG

Nombre de points restants: 0 [...] ».

Par courrier recommandé du même jour, le ministre informa Monsieur ... de la rectification de son solde de points du permis de conduire en relation avec un arrêt de la Cour d'appel de et à Luxembourg du 21 janvier 2020. Cette décision est libellée comme suit :

« [...] Par la présente, je me permets de vous faire part qu'une rectification a été apportée à votre dossier du permis à points.

En effet, je vous avais informé en date du 13 mars 2020 de la restitution de trois points suite à votre participation au cours de formation complémentaire prévu à l'article 2bis paragraphe 4 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

Or, les conditions légales régissant le permis à points (art. 2bis de la loi modifiée du 14 février 1955 régissant la circulation sur toutes les voies publiques) prévoient que la réduction de points intervient de plein droit au moment où une décision judiciaire pour une infraction au Code de la Route devient irrévocable, voire au moment où le contrevenant s'acquitte de la taxe de l'avertissement taxé pour une de ces infractions.

Dans ce contexte, j'ai été informée par le Parquet que l'arrêt N°... de la Cour d'appel de Luxembourg du 21 janvier 2020, prononcé à votre encontre, notamment pour « avoir causé un accident, et avoir pris la fuite pour échapper aux constatations utiles, même si l'accident n'était pas imputable à votre faute » et pour « avoir circulé, avec un taux d'alcool de 1,02 mg par litre d'air expiré » en date du 2 juin 2019 à ..., est devenu irrévocable en date du 24 février 2020.

Partant, je suis au regret de vous faire part que la restitution des trois points du capital de votre permis de conduire intervenue en date du 13 mars 2020 est à considérer comme nulle et non avenue.

Par conséquent, je me permets d'attirer votre attention sur le fait que la modification susvisée a été redressée dans le fichier du permis à points.

Dès lors, je me dois de vous signaler que votre permis de conduire a été imputé de 8 (huit) points pour les infractions pour lesquelles vous avez été condamné dans le jugement mentionne ci-dessus. Au vu des développements qui précèdent votre capital de points s'élève actuellement à zéro (0) points (cf. courrier recommandé n°... portant sur le décompte des points). [...] ».

Par un arrêté pris à la même date, le ministre constata l'épuisement du capital de points affecté au permis de conduire de Monsieur ... et suspendit pour douze mois son droit de conduire un véhicule automoteur. Ledit arrêté est fondé sur les motifs et considérations suivants :

« [...] Vu les articles 2bis et 13 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques ;

Vu l'article 90 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques ;

Considérant que Monsieur ..., né le ... à ... et demeurant à L-..., a commis plusieurs infractions à la législation routière sanctionnées par une réduction du nombre de points dont son permis de conduire est doté en vertu de l'article 2bis de la loi modifiée du 14 février 1955 précitée ;

Considérant qu'à chaque infraction ayant donné lieu à une réduction de points, l'intéressée a été informée du nombre de points retirés et du solde résiduel de points ;

Considérant que le capital de points affecté au permis de conduire de l'intéressée est épuisé et qu'il y a donc lieu à application des dispositions du paragraphe 3 de l'article 2bis de la loi modifiée du 14 février 1955 précitée ; [...] ».

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 4 juin 2020, inscrite sous le numéro 4496 du rôle, Monsieur ... a fait introduire un recours tendant principalement à l'annulation sinon subsidiairement à la réformation (i) de la décision du ministre du 7 mai 2020 l'informant du retrait de deux points dont est doté son permis de conduire et constatant que le solde des points restants est réduit à zéro, (ii) de la décision du même ministre du 7 mai 2020 l'informant de la rectification du solde du capital des points de son permis de conduire en relation avec un jugement, et (iii) de la décision du ministre du 7 mai 2020 portant suspension de son droit de conduire un véhicule automoteur pour une période de 12 mois.

Par requête séparée déposée au greffe du tribunal administratif le même jour, inscrite sous le numéro 44497 du rôle, il fit encore introduire un recours tendant à voir ordonner le sursis à exécution par rapport aux décisions en question, lequel fut rejeté par une ordonnance du président du tribunal administratif du 10 juin 2020 comme étant non fondé.

Quand bien même une partie a formulé un recours en annulation à titre principal et un recours en réformation à titre subsidiaire, le tribunal a l'obligation d'examiner en premier lieu la possibilité d'exercer un recours en réformation, alors qu'en vertu de l'article 2, paragraphe (1), de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions administratives, un recours en annulation n'est possible qu'à l'égard des décisions non susceptibles d'un autre recours d'après les lois et règlements.

Etant donné que ni la loi du 14 février 1955, ni l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, ci-après désigné par « l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 », ni d'autres dispositions légales ne prévoient de recours au fond en la présente matière, le tribunal de céans est incompétent pour connaître du recours en réformation introduit à titre subsidiaire.

Partant, seul un recours en annulation a pu être introduit contre les décisions précitées du ministre.

Dans son mémoire en réponse, le délégué du gouvernement soulève l'irrecevabilité du recours pour libellé obscur au motif qu'il faudrait faire preuve d'une « *certaine créativité, voire d'imagination* » pour deviner aussi bien les décisions attaquées que les moyens invoqués par le demandeur, en s'appuyant sur la jurisprudence des juridictions administratives en la matière, suivant laquelle, le moyen du libellé obscur pourrait concerner tant l'identification des décisions attaquées que l'imprécision des moyens invoqués.

En ce qui concerne les décisions attaquées, le délégué du gouvernement estime qu'il ne ressortirait ni de la partie introductive du recours ni des termes de son dispositif, quelle décision le demandeur entendrait attaquer exactement, alors que ce dernier parlerait tantôt de la décision du 7 mai 2020, tantôt des décisions du 7 mai 2020, et que dans le dispositif de sa requête, il se limiterait à demander l'annulation sinon la réformation de « *la, les décisions* » du 7 mai 2020.

Concernant les moyens invoqués, la partie étatique souligne que le demandeur ferait dans la partie « V) A/ » de sa requête introductive d'instance, état d'un prétendu « *caractère définitif d'une décision du Ministère* » sans spécifier de quelle décision il s'agirait précisément, de sorte qu'il faudrait « deviner » s'il s'agirait de la décision du 13 mars 2020 ou de la ou des décision(s) du 7 mai 2020.

Le délégué du gouvernement se demande aussi si le demandeur avait voulu invoquer le principe de la « légitime confiance », alors que plusieurs alinéas commenceraient par « *il était légitime* ».

Le délégué du gouvernement conclut partant à une atteinte aux droits de la défense de l'Etat alors qu'il n'aurait pas été en mesure d'organiser sérieusement et utilement sa défense au regard des imprécisions contenues dans la requête introductive d'instance.

Dans son mémoire en réplique, le demandeur conclut au rejet du moyen d'irrecevabilité lui ainsi opposé, en faisant valoir que le ministre aurait pris trois décisions en date du 7 mai 2020, notamment (i) la décision l'informant du retrait de 8 points du capital des points de son permis de conduire, (ii) la décision concernant la rectification du solde du capital des points de son permis de conduire et (iii) un arrêté prononçant la suspension de son permis de conduire et que les trois décisions seraient susceptibles d'un recours en annulation, le demandeur estimant que les trois décisions auraient par ailleurs le même objet. Il donne encore à considérer que la

partie étatique aurait déjà plaidé l'affaire dans le cadre du recours tendant à voir ordonner le sursis à exécution devant le président du tribunal administratif à l'audience du 9 juin 2020 et qu'elle aurait dès lors eu connaissance du « *problème juridique* ».

En ce qui concerne l'*exceptio libelli obscuri*, telle qu'invoquée par la partie étatique, il convient de relever que conformément aux dispositions de l'article 1^{er} de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, ci-après désignée par « la loi du 21 juin 1999 », la requête introductive d'instance doit contenir notamment l'exposé sommaire des faits et des moyens invoqués. Il appartient dans ce contexte au tribunal saisi d'apprécier *in concreto* si l'exposé sommaire des faits et des moyens contenus dans la requête introductive d'instance, ensemble les conclusions s'en dégageant, est suffisamment explicite ou non, étant précisé que l'*exceptio obscuri libelli*, qui est d'application en matière de contentieux administratif, sanctionne de nullité l'acte y contrevenant, étant entendu que son but est de permettre au défendeur de savoir quelle est la décision critiquée et quels sont les moyens à la base de la demande, afin de lui permettre d'organiser utilement sa défense¹, étant encore relevé, à cet égard, que si en règle générale l'exception de libellé obscur admise se résout par l'annulation de la requête introductive d'instance ne répondant pas aux exigences fixées par le texte légal en question, il convient dans le cadre de la loi du 21 juin 1999 d'avoir égard à son article 29 qui dispose que « *l'inobservation des règles de procédure n'entraîne l'irrecevabilité de la demande que si elle a pour effet de porter effectivement atteinte aux droits de la défense* »².

Force est au tribunal de constater que s'il est vrai que la requête introductive d'instance ne contient aucune indication d'une disposition légale ou réglementaire qui aurait été violée par les décisions déférées, elle contient toutefois des développements suffisants permettant à la partie défenderesse de saisir, en combinaison avec les explications données dans le mémoire en réplique, l'objet et les moyens du recours, à savoir l'annulation de toutes les décisions précitées du 7 mai 2020, au motif que le ministre n'aurait pas pu procéder, à travers les décisions litigieuses, à la suspension du droit de conduire de Monsieur ... compte tenu du fait que les décisions ministérielles du 13 mars et 20 avril 2020 auraient entretemps acquis autorité de chose décidée, de sorte qu'à la date de la prise des décisions litigieuses, le solde de points de son permis de conduire n'aurait pas été réduit à zéro.

En ce qui concerne les reproches du délégué du gouvernement tenant à un défaut d'indication des décisions visées, il convient de relever que le demandeur a, à suffisance, identifié les trois décisions contre lesquelles son recours est dirigé à savoir, (i) la décision l'informant du retrait de 8 points du capital des points de son permis de conduire, (ii) la décision concernant la rectification du solde du capital des points de son permis de conduire et (iii) l'arrêté prononçant la suspension de son permis de conduire, tous datés du 7 mai 2020.

Enfin, il convient de constater que la partie étatique a pu organiser sa défense en prenant position dans ses mémoires en réponse et en duplique quant au fond de l'affaire pour justifier, ainsi, le bien-fondé des décisions critiquées, de sorte qu'aucune violation des droits de la défense ne saurait être retenue en l'espèce.

Le moyen fondé sur l'exception de libellé obscur est par conséquent rejeté.

¹ Trib. adm., 30 avril 2003, n° 15482 du rôle, Pas. adm. 2020, V° Procédure contentieuse, n°469 et les autres références y citées.

² Trib. adm., 4 avril 2000, n° 11554 du rôle, Pas. adm. 2020, V° Procédure contentieuse, n° 469 et les autres références y citées.

A défaut de tout autre moyen d'irrecevabilité, le recours principal en annulation de Monsieur ... ayant, par ailleurs, été introduit dans les formes et délai de la loi, est à déclarer recevable.

A l'appui de son recours et en fait, Monsieur ... explique que suite à des faits délictueux commis le 2 juin 2019, il se serait vu condamner, par jugement du tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière correctionnelle, du 20 novembre 2019, notamment à une interdiction de conduire de 41 mois avec sursis, suite à quoi il aurait directement tenté de s'inscrire auprès du Centre de Formation pour Conducteurs afin de pouvoir effectuer la formation - reconstitution de 3 points. Il n'aurait toutefois pu participer à ladite formation qu'en date du 13 mars 2020 et se serait, par la suite, vu restituer 3 points, le demandeur précisant qu'en raison des délais d'attente pour participer à ladite formation, il aurait été « *obligé* » de relever appel du jugement correctionnel du 20 novembre 2019 afin d'éviter que ce jugement serait coulé en force de chose jugée.

Le demandeur souligne ensuite qu'en date du 21 janvier 2020, la Cour d'appel du Grand-Duché de Luxembourg aurait confirmé le jugement du tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière correctionnelle du 20 novembre 2019, que cet arrêt serait devenu irrévocable le 21 février 2020 et que la notification dudit arrêt au ministre aurait été effectuée en date du 24 février 2014.

Il estime à cet égard que le ministre procèderait nécessairement, avant la participation à la formation au Centre de Formation pour Conducteurs, à la vérification de la situation des participants afin de s'assurer que ceux-ci soient éligibles à la formation en fonction des points de leur permis de conduire, le demandeur en concluant que le ministre aurait décidé qu'il était éligible à participer au stage de formation et aurait partant également « *implicitement* » reconnu qu'il était apte à effectuer le stage et que son nombre de points n'était donc pas égal à 0 lors de sa participation à ladite formation le 13 mars 2020.

En droit, le demandeur reproche au ministre d'avoir, à tort, procédé dans le cadre d'une rectification du solde du capital des points de son permis de conduire en relation avec un jugement, à l'annulation de la restitution des 3 points du capital de son permis de conduire intervenue en date du 13 mars 2020, alors que le ministre aurait, aux yeux du demandeur, pris une décision « *définitive* » en date du 13 mars 2020.

Etant donné que la simple présence au stage de formation au Centre de Formation pour conducteurs impliquerait la restitution de 3 points, il se serait vu accorder automatiquement 3 points, ce qui lui aurait été confirmé par courrier du ministère de la Mobilité et des Travaux publics du 13 mars 2020, lequel l'aurait informé de la récupération de 3 points, courrier que le demandeur considère comme ayant « *valeur de décision administrative définitive* ».

Le demandeur admet ensuite avoir commis en date du 11 avril 2020 une nouvelle infraction au « Code de la Route » ayant entraîné un retrait de 2 points de son permis de conduire, retrait dont il aurait été informé par courrier du ministre du 20 avril 2020, ledit courrier l'informant encore que son capital de points serait doté de 9 points. Il en déduit que, dans sa décision du 7 mai 2020, le ministre n'aurait de toute évidence ni déduit les 8 points suite à l'arrêt lui notifié le 24 février 2020, ni ajouté les 3 points qui lui auraient été restitués suite à son stage. Le demandeur estime que ce courrier vaudrait « *décision administrative s'imposant tant à l'administration que vis-à-vis de l'administré* », de sorte que le ministre n'aurait pas pu

procéder, en date du 7 mai 2020, à une rectification postérieure, le demandeur étant encore d'avis qu'il ne serait pas possible de ne pas lui comptabiliser les 3 points de récupération du stage sans enfreindre la loi.

Le demandeur souligne enfin que s'il n'avait pas été en mesure d'effectuer le stage de récupération de points avant le 13 mars 2020, cela aurait uniquement été dû au dysfonctionnement du ministère de la Mobilité et des Travaux publics, respectivement du Centre de Formation pour conducteurs, de sorte que le ministre ne saurait rectifier et donc annuler les 3 points lui accordés au motif que le stage en question aurait été effectué après une décision judiciaire définitive.

Dans son mémoire en réplique, erronément intitulé mémoire en réponse, le demandeur réitère ses critiques concernant l'organisation du stage de formation afin de récupérer des points, alors que les délais d'attente afin de pouvoir participer audit stage en langue française seraient trop importants. Il précise avoir fait sa demande fin novembre 2019 et n'aurait pu participer audit stage qu'en date du 13 mars 2020. En raison de cette désorganisation du ministère de la Mobilité et des Travaux publics, il faudrait donc prendre comme date certaine l'inscription au stage de formation et non celle de sa présence effective au stage. Ainsi, le total des points du permis n'aurait pas été à 0 lors de l'inscription au stage et aucune décision judiciaire irrévocable ne serait intervenue. Le demandeur en conclut que le ministre n'aurait pas dû retirer les 3 points.

Il critique encore le dysfonctionnement interne du ministère de la Mobilité et des Travaux publics alors que celui-ci n'aurait pas donné suite en temps utile à l'arrêt de la Cour d'appel devenu irrévocable en date du 24 février 2020, et plus particulièrement avant le 13 mars 2020, date de la participation au stage de formation, le demandeur contestant encore l'affirmation de la partie étatique selon laquelle le ministre n'aurait eu connaissance dudit arrêt qu'en date du 4 mai 2020. Le ministre ne serait dès lors plus en droit de revenir sur sa décision prise tacitement en l'admettant au stage de formation et les 3 points devraient être considérés comme acquis.

Le délégué du gouvernement conclut au rejet du recours en tous ses moyens.

En ce qui concerne le moyen du demandeur tiré de l'illégalité des décisions ministérielles déférées du 7 mai 2020, pour violation du caractère définitif de la décision du 13 mars 2020 portant augmentation de 3 points du capital de points dont était doté le permis de conduire du demandeur et de celle du 20 avril 2020 lui retirant 2 points et constatant que le nombre de points est réduit à 9, il convient de relever que l'article 8 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'Etat et des communes précise qu' « *en dehors des cas où la loi en dispose autrement, le retrait rétroactif d'une décision ayant créé ou reconnu des droits n'est possible que pendant le délai imparti pour exercer contre cette décision un recours contentieux, ainsi que pendant le cours de la procédure contentieuse engagée contre cette décision* ».

Il y a lieu de relever, l'article 8 précité vise le retrait rétroactif d'un acte administratif individuel illégal créateur ou générateur de droits, étant souligné que la notion de « retrait » d'une décision administrative est conçue comme étant l'acte par lequel l'administration annule en tout ou partie une de ses décisions, le retrait ayant pour effet que la décision disparaît rétroactivement de l'ordonnancement juridique³. En prononçant le « *retrait* » d'une décision,

³ Campill Henri, Conséquences de l'incompatibilité de décisions administratives définitives et de jugements définitifs des juridictions administratives des Etats membres avec la législation européenne, Colloque de

l'autorité administrative procède en effet à l'annulation de la décision qui en fait l'objet. La décision sera réputée ne jamais avoir existé. Ainsi, au niveau de ses effets, le retrait par l'autorité administrative a les mêmes effets qu'une décision d'annulation prononcée par la juridiction administrative, en ce sens que, dans les deux cas les décisions disparaissent rétroactivement de l'ordonnement juridique⁴.

En l'espèce, il échet de constater que par sa décision du 7 mai 2020, le ministre a informé le demandeur de la rectification du solde du capital de son permis de conduire et de l'annulation de la décision du 13 mars 2020 concernant la restitution de 3 points du même capital. Il s'ensuit qu'au regard des termes explicites utilisées par le ministre, la décision en question tend à l'annulation rétroactive, *ab initio* (effet *ex tunc*), des 3 points restitués au demandeur en date du 13 mars 2020, de sorte que les dispositions de l'article 8 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 sont applicables à la décision déférée et qu'il y a lieu d'analyser si la décision du 7 mai 2020 est intervenue endéans le délai du recours contentieux.

En effet, ce n'est qu'à l'expiration des délais de recours, qu'une décision administrative devient définitive et irrévocable et acquiert partant autorité de la chose décidée. Cette autorité une fois acquise implique que la décision ne peut plus être attaquée en justice et que l'administration ne peut pas, en principe, y revenir, même si la décision devait postérieurement s'avérer être illégale, les impératifs de sécurité et de stabilité juridiques prohibant qu'une décision définitive puisse être remise en cause *ab initio*⁵. Les décisions bénéficiant de l'autorité de la chose décidée se caractérisent ainsi par leur intangibilité, ou du moins par leur incontestabilité⁶.

En l'espèce, le tribunal doit constater qu'à l'égard de l'auteur de l'acte, qui en a eu connaissance dès sa confection, le délai afin de procéder à un retrait dans les conditions de l'article 8 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 a commencé à courir à partir de ce moment, donc dès le 13 mars 2020 pour se terminer le 15 juin 2020, le 13 juin ayant été un samedi, de sorte qu'à partir de cette date, la décision du 13 mars 2020 est revêtue de l'autorité de la chose décidée et ne saurait plus faire l'objet d'une annulation par le ministre. Or, la décision de rectification, ayant procédé au retrait des 3 points acquis par le demandeur aux termes de la formation, est intervenue en date 7 mai 2020, donc avant le 15 juin 2020 et donc endéans le délai imparti, de sorte que la décision du 13 mars 2020 n'était pas encore revêtue de l'autorité de la chose décidée et que c'est à bon droit que le ministre a pu procéder à la rectification du solde du capital des points du permis de conduire du demandeur. Il n'y a donc pas eu violation par le ministre du « caractère définitif » de la décision du 13 mars 2020.

Le moyen laisse partant d'être fondé.

A supposer, tel que soutenu par le délégué, que le demandeur ait entendu invoquer une atteinte à sa légitime confiance, il échet de rappeler qu'un administré ne peut prétendre au respect d'un droit acquis que si, au-delà de ses attentes, justifiées ou non, l'autorité administrative a créé à son profit une situation administrative acquise et réellement reconnu ou créé un droit subjectif dans son chef. Ce n'est qu'à cette condition que peut naître dans le chef d'un administré la confiance légitime que l'administration respectera la situation par elle créée,

l'Association des Conseils d'Etat et des juridictions administratives suprêmes de l'Union européenne, rapport luxembourgeois, octobre 2007, p.1.

⁴ Ibidem, p.3.

⁵ Trib. adm., 10 juin 2013, n° 30589 du rôle, disponible sous www.ja.etat.lu

⁶ Trib. adm., 19 avril 2010 n° 25874 du rôle, disponible sous www.ja.etat.lu.

les deux notions de droits acquis et de légitime confiance étant voisines⁷. Au niveau de l'application du principe général de la confiance légitime, il y a lieu d'insister sur le qualificatif légitime, de sorte qu'aucun droit ne saurait être valablement tiré par l'administré d'une application illégale d'un texte de l'ordonnancement juridique.⁸

A cet égard, il convient de relever que la loi du 14 février 1955 prévoit en son article 2bis, paragraphe 2 que :

« [...] Pour autant qu'une des infractions mentionnées ci-avant ait été commise sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg, toute condamnation judiciaire qui est devenue irrévocable, et tout avertissement taxé dont le contrevenant s'est acquitté dans les 45 jours suivant la constatation de l'infraction, entraîne une réduction du nombre de points affecté au permis de conduire.

Cette réduction intervient de plein droit.

En cas de concours idéal d'infractions, seule la réduction de points la plus élevée est appliquée. En cas de concours réel, la réduction de points se cumule dans la limite de 6 points, lorsqu'il s'agit exclusivement de contraventions, et dans la limite de 8 points, lorsqu'il y a au moins un délit parmi les infractions retenues.

La réduction de points suite à une décision judiciaire a lieu au moment où cette décision devient irrévocable [...]

Lorsque la réalité d'une infraction entraînant une perte de points est établie dans les conditions qui précèdent, le ministre fait procéder à une réduction conséquente du nombre de points dont le permis de conduire de l'auteur de l'infraction se trouve en ce moment affecté. [...] ».

Il résulte de la disposition légale qui précède que la réduction de points intervient de plein droit, à partir du moment où la commission d'une des infractions énumérées au tableau figurant à l'article 2bis, paragraphe 2 de la loi du 14 février 1955 a été constatée par une décision judiciaire devenue irrévocable et que le ministre ne fait que procéder à la réduction conséquente du nombre de points dont le permis de conduire de l'auteur de l'infraction se trouve à ce moment affecté, de sorte que le tribunal est amené à conclure que le ministre n'a aucun pouvoir d'appréciation.

En l'espèce, il échet de constater que par jugement du Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière correctionnelle, du 20 novembre 2019, Monsieur ... a été condamné pour avoir causé un accident, et avoir pris la fuite pour échapper aux constatations utiles, et pour avoir circulé, avec un taux d'alcool de 1,02 mg par litre d'air expiré en date du 2 juin 2019 à Ce jugement a été confirmé par l'arrêt de la Cour d'appel du Grand-Duché de Luxembourg, siégeant en matière correctionnelle, du 21 janvier 2020, qui est devenu irrévocable en date du 24 février 2020, de sorte que c'est à juste titre que le ministre a, en date du 7 mai 2020, procédé au retrait des points du capital dont est doté le permis de conduire du demandeur suivant les infractions énumérées au tableau figurant à l'article 2bis, paragraphe 2 de

⁷ Trib. adm. 25 janvier 2010, n° 25548 du rôle, confirmé sur ce point par Cour adm., 18 mai 2010, n° 26683C du rôle, Pas. adm. 2020 V° Lois et Règlements, n° 47 et les autres références y citées.

⁸ Cour adm., 2 avril 2015, n° 35541C du rôle, Pas. adm. 2020 V° Lois et Règlements, n° 47 et les autres références y citées.

la loi du 14 février 1955, et ce avec effet à la date à laquelle le jugement d'appel est devenu irrévocable, en l'occurrence le 24 février 2020.

C'est donc à bon droit que le ministre a procédé par sa décision du 7 mai 2020 à la rectification du solde du capital du permis de conduire de Monsieur ... et que suite à cette rectification du 7 mai 2010 avec effet au 24 février 2020, le nombre de points affecté au permis de conduire de celui-ci était donc réduit à zéro.

Il convient encore de relever qu'aux termes de l'article 2bis, paragraphe 4, de la loi du 14 février 1955:

« Le titulaire d'un permis de conduire qui justifie avoir participé à un cours répondant aux conditions de la formation complémentaire prévue au premier alinéa de l'article 4sexies, a droit à la reconstitution de 3 points sans que le nouveau total puisse cependant excéder 12 points, et sans que cette reconstitution puisse intervenir plus d'une fois dans un délai de 3 ans. La durée d'exécution d'une interdiction de conduire judiciaire sans exceptions, non assortie du sursis, la durée d'application d'un retrait administratif du permis de conduire qui intervient dans les conditions du paragraphe 1^{er} de l'article 2 ou d'une suspension du droit de conduire ne comptent pas pour le calcul de la durée de ce délai. L'intéressé est informé par écrit de cette reconstitution de points.

L'option du premier alinéa du présent paragraphe n'est plus donnée dès le moment où, sous l'effet de condamnations judiciaires devenues irrévocables ou d'avertissements taxés dont l'intéressé s'est acquitté, le nombre de points affecté au permis de conduire est réduit à zéro. Elle n'est pas non plus donnée dans un délai de 24 mois qui suit le terme d'une suspension du droit de conduire. ».

Il résulte de cette disposition que le législateur a expressément exclu une reconstitution de points dès le moment où une décision judiciaire qui est devenue irrévocable si cette dernière a comme conséquence de réduire le solde du capital des points d'un permis de conduire à zéro.

En l'espèce, il convient de constater que si Monsieur ... a certes suivi la formation prévue à l'article 2bis, paragraphe 4, 1^{er} alinéa, de la loi du 14 février 1955, permettant la reconstitution de 3 points, en date du 13 mars 2020, il n'en reste pas moins que suite à l'arrêt précité devenu irrévocable le 24 février 2020, il ne pouvait plus, depuis cette date, et conformément à l'article 2bis, paragraphe 4, alinéa 2, de ladite loi, profiter de l'option de reconstitution de points, cette option n'étant ouverte qu'aux détenteurs d'un permis de conduire doté encore d'un minimum de points.

Le moyen basé sur le droit acquis respectivement sur une atteinte à sa confiance légitime est partant à rejeter.

Cette constatation n'est pas énervée par les développements du demandeur relatifs à un prétendu dysfonctionnement du ministère de la Mobilité et des Travaux publics respectivement du Centre de Formation pour conducteurs, voire par ses allégations suivant lesquelles sa seule participation à la formation lui conférerait un droit à la restitution de trois points, ces développements devant être qualifiés de simplement suggérés sans être effectivement soutenus, étant rappel à ce égard qu'il n'appartient pas au juge administratif de suppléer à la carence des

parties au litige et de rechercher lui-même les moyens juridiques qui auraient pu se trouver à la base de leurs conclusions⁹.

A cela s'ajoute que la loi du 14 février 1955 est claire et prévoit une réduction des points à la date à laquelle un jugement est devenu irrévocable, à savoir en l'espèce en date du 24 février 2020, et exclut ainsi une reconstitution de points à travers une participation à un stage auprès du Centre de Formation pour conducteurs du moment où le solde des points est réduit à zéro.

Il suit de l'ensemble des considérations qui précèdent, et à défaut d'autres moyens, que le recours est à rejeter comme étant non fondé.

Monsieur ... sollicite encore la condamnation de l'Etat à lui payer une indemnité de procédure de 1.500.- € sur base de l'article 33 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, demande qui est cependant à rejeter compte tenu de l'issue du présent litige.

En ce qui concerne la demande en allocation d'une indemnité de procédure de 3.000.- € sur base de l'article 33 de la même loi formulée par le délégué du gouvernement, il y a lieu de conclure que la partie étatique omet de prouver en quoi il serait inéquitable de laisser à sa charge exclusive les frais exposés dans la présente instance, de sorte qu'il n'y a pas lieu de faire droit à cette demande.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, troisième chambre, statuant contradictoirement ;

se déclare incompétent pour connaître du recours en réformation introduit à titre subsidiaire ;

reçoit le recours principal en annulation en la forme ;

au fond, le déclare non fondé et en déboute ;

rejette la demande tendant à l'allocation d'une indemnité de procédure d'un montant de 1.500.- € formulée par Monsieur ... ;

rejette encore la demande tendant à l'allocation d'une indemnité de procédure d'un montant de 3.000.- € formulée par le délégué du gouvernement ;

condamne le demandeur aux frais et dépens.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 7 avril 2021 par :

Thessy Kuborn, vice-président,
Géraldine Anelli, juge,
Marc Frantz, juge,

⁹ Trib. adm., 23 janvier 2013, n° 30455 du rôle, Pas. adm. 2020, V° Procédure contentieuse, n° 814 et les autres références y cités.

en présence du greffier Judith Tagliaferri.

s. Judith Tagliaferri

s. Thessy Kuborn

Reproduction certifiée conforme à l'original
Luxembourg, le 7 avril 2021
Le greffier du tribunal administratif